

Bruxelles, le 13.11.2024
C(2024) 8018 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 13.11.2024

**relative au financement de la mesure particulière en faveur de la République Islamique
de Mauritanie pour 2024**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 13.11.2024

relative au financement de la mesure particulière en faveur de la République Islamique de Mauritanie pour 2024

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23(1) et (3),

Considérant ce qui suit :

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de la mesure particulière en faveur de la République Islamique de Mauritanie, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2024. L'article 110(2) du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après le « règlement financier ») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) L'action prévue dans la présente décision devrait contribuer à l'intégration du climat et de la biodiversité, conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»⁴ et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel régional pour la période 2021-2027⁶, modifié suite à l'examen à mi-parcours⁷, lequel définit les priorités

¹ OJ L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

⁵ JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

⁶ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour l'Afrique subsaharienne pour la période 2021-2027, C(2021) 9373 final du 15.12.2021.

⁷ Décision d'exécution de la Commission modifiant les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, plurinationaux et régionaux 2021-2027 pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, les Amériques et les Caraïbes et les programmes indicatifs pluriannuels concernant les organisations de la société civile, les défis mondiaux et les droits de l'homme et la démocratie, C(2024)7502 final du 31.10.2024.

suivantes : le renforcement du développement humain, la transition vers une économie verte et bleue et la gouvernance.

- (5) La mesure particulière à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 programme géographique « Afrique subsaharienne » vise à soutenir durablement le développement socio-économique du pays en se concentrant sur des secteurs stratégiques et en favorisant un environnement stable et sécurisé qui bénéficiera à la fois à la Mauritanie et à l'Europe.
- (6) L'action intitulée « Pour un partenariat global renforcé avec la Mauritanie » vise à faire progresser le développement socialement inclusif sur base d'une économie verte et durable et de la stabilité nationale respectueuse des droits humains.
- (7) L'objectif de la conception de l'action remplit les critères de l'aide publique au développement, tels qu'établis par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), conformément aux exigences de l'article 3, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947, puisque l'action concourt au développement durable des pays partenaires et à la mise en œuvre du programme 2030 et notamment à l'atteinte des objectifs de développement durable suivants : ODD 10 Réduire les inégalités ; ODD 3 Bonne santé et bien-être ; ODD 4 Éducation de qualité ; ODD 5 Égalité entre les sexes ; ODD 7 Énergie propre et d'un coût abordable ; ODD 13 Lutte contre le changement climatique ; et ODD 17 Partenariats pour la réalisation des objectifs. Les pays bénéficiaires de l'action qui figurent sur la liste des bénéficiaires de l'Aide publique au développement (APD) sont recensés dans le document d'action correspondant.
- (8) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 157, paragraphe 4, du règlement financier⁸ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157, paragraphe 5, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu de déterminer les modifications qui n'ont pas lieu d'être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité IVCDI — Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

⁸ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

Article premier

La décision de financement annuelle, constituant la mesure annuelle destinée à mettre en œuvre la mesure particulière en faveur de la République Islamique de Mauritanie pour 2024, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action « Pour un partenariat global renforcé avec la Mauritanie », figurant en annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2024 est fixé à 100 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14.020120 du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.2 de l'annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁹ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 13.11.2024

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission

⁹ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.